

**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr. générale
23 septembre 2019
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre**Cinquante et unième session**

Santiago, 2-7 décembre 2019*

Point x de l'ordre du jour provisoire

**Exécution du budget de l'exercice biennal 2018-2019
au 30 juin 2019****Note de la Secrétaire exécutive***Résumé*

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2018-2019. Il devrait être lu en parallèle avec ses deux additifs : le premier contient une évaluation des progrès accomplis au regard des indicateurs de résultats et des objectifs, et le second fournit des renseignements détaillés sur les activités et prestations prévues ou exécutées jusqu'à présent durant l'exercice biennal. Conformément à l'approche axée sur les résultats, le présent rapport informe les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2019. Au cours de la période considérée, les points forts de l'exécution du programme ont été l'appui renforcé fourni aux organes directeurs et aux organes subsidiaires par une meilleure coordination et par le soutien accru apporté aux Parties dans la réalisation du programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, ainsi que l'organisation de 14 séries de sessions pour les organes directeurs et les organes subsidiaires.

Au 30 juin 2019, le secrétariat avait reçu 40,8 millions d'euros, soit 71,8 % du montant total des contributions au budget de base attendues pour l'exercice biennal 2018-2019. Le montant total des contributions non acquittées pour la période 2010-2019 s'élevait à 19,2 millions d'euros. Pour la période 1996-2009, l'arriéré représentait 0,2 million de dollars des États-Unis. Le montant élevé des contributions non acquittées a une incidence sur les liquidités du secrétariat et sur sa capacité de s'acquitter des mandats et de répondre aux attentes des Parties. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 8,3 millions de dollars É.-U. au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et à 41,8 millions de dollars É.-U. au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. En outre, 63,4 % du budget de base approuvé pour l'exercice biennal avaient été dépensés, et 36,0 millions de dollars É.-U. avaient été affectés à différents projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. Le présent document contient aussi des informations sur l'état des autres fonds d'affectation spéciale et sur les ressources humaines, ainsi qu'un rapport détaillé sur l'exécution des programmes.

* Les dates de la session sont provisoires.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes		3
I. Introduction	1–4	4
A. Mandat	1	4
B. Objet de la note	2–3	4
C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre	4	4
II. Résumé analytique	5–16	4
A. Points forts de l'exécution du programme	5–13	4
B. État financier récapitulatif	14–16	5
III. Rapport sur les recettes et les dépenses	17–35	6
A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention.....	17–21	6
B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention.....	22–24	8
C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires	25–27	9
D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre	28–29	10
E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions	30–31	11
F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand	32–33	11
G. Dépenses d'appui aux programmes	34–35	12
IV. Exécution des programmes	36–103	13
A. Programme Direction exécutive et gestion	36–42	13
B. Programme Atténuation, données et analyses.....	43–53	14
C. Programme Financement, technologie et renforcement des capacités.....	54–60	16
D. Programme Adaptation	61–63	17
E. Programme Mécanismes pour un développement durable	64–68	18
F. Programme Affaires juridiques.....	69–73	20
G. Programme Services des affaires de la Conférence	74–81	21
H. Programme Communication et information	82–90	23
I. Programme Technologies de l'information et de la communication	91–97	24
J. Programme Services administratifs	98–103	25
V. Renseignements complémentaires	104	26
Annexes		
I. Ressources humaines : personnel		27
II. Projets et manifestations financés à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires pour l'exercice biennal 2018-2019.....		30

Abréviations et acronymes

ADA	Atténuation, données et analyses
CDN	contribution déterminée au niveau national
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
COP	Conférence des Parties
DEG	Direction exécutive et gestion
Fonds de Bonn	Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand
GES	gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
MDD	Mécanismes pour un développement durable
MDP	Mécanisme pour un développement propre
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
REDD+	réduction des émissions dues au déboisement, réduction des émissions dues à la dégradation des forêts, conservation des stocks de carbone forestiers, gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestiers (décision 1/CP.16, par. 70)
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TT:CLEAR	mécanisme d'échange d'informations sur les technologies

I. Introduction

A. Mandat

1. Dans les décisions 21/CP.23 et 6/CMP.13, la COP et la CMP ont approuvé le budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019. La COP a prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme¹.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2019. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2017/INF.13, où figure le programme de travail du secrétariat pour 2018-2019, et le document FCCC/SBI/2019/INF.16 sur l'état des contributions au 15 novembre 2019, qui sera publié sous peu.

3. Le présent document contient également des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes. Le rapport sur l'exécution des programmes contient une évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail du secrétariat au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal, en ce qui concerne ses objectifs, les résultats escomptés, les indicateurs de résultats, ainsi que les activités et les produits détaillés.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

4. Le SBI est invité à prendre note des renseignements présentés dans ce document et à arrêter les mesures à prévoir dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour examen et adoption à la COP à sa vingt-cinquième session et à la CMP à sa quinzième session.

II. Résumé analytique

A. Points forts de l'exécution du programme

5. Les activités et les produits du programme de travail du secrétariat pour l'exercice biennal 2018-2019 sont décrits dans le document FCCC/SBI/2017/INF.13.

6. Au cours de la période considérée, le secrétariat a renforcé son appui aux organes directeurs et aux organes subsidiaires en améliorant la coordination et en aidant les Parties dans la réalisation du programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris. Le renforcement des services de secrétariat offerts aux Présidents des vingt-troisième et vingt-quatrième sessions de la COP a été déterminant dans les progrès accomplis par les Parties pendant les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques qui se sont tenues à Bonn (2017) et à Bangkok (2018) et dans le succès de la vingt-quatrième session de la COP, à Katowice.

7. Le secrétariat a entrepris d'examiner sa structure et son fonctionnement, afin de déterminer les ajustements à effectuer pour renforcer son organisation et se donner les moyens de fournir aux Parties l'appui exigé dans le cadre de l'Accord de Paris. Il a également considérablement renforcé le processus budgétaire de la CCNUCC en améliorant la transparence, la communication et l'inclusivité dans la préparation du budget pour 2020-2021, en aidant à améliorer la compréhension des Parties et en fournissant un modèle pour l'élaboration des budgets futurs.

¹ Décision 21/CP.23, par. 19.

8. Le secrétariat a organisé 14 séries de sessions pour les organes directeurs et les organes subsidiaires. Outre les nombreuses séances plénières qu'il a arrangées, le secrétariat s'est occupé des préparatifs de plus de 5 700 réunions de session. Il a également facilité l'organisation de plus de 100 réunions et ateliers d'organes constitués, d'experts techniques et de groupes régionaux à Bonn. Il a encore amélioré l'inclusivité, la transparence et l'efficacité opérationnelle en diffusant les réunions en direct, en facilitant la participation à distance et en fournissant des vidéos à la demande.

9. Le secrétariat a continué de livrer avec efficacité et efficience un large éventail de produits prescrits liés à la transparence et a contribué à l'aboutissement des négociations concernant les lignes directrices sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris fondée sur les CDN, le cadre de transparence renforcé et les mesures de riposte.

10. Le secrétariat a facilité les travaux du Comité permanent du financement, notamment l'élaboration de ses plans de travail et l'organisation de ses réunions et forums. Le secrétariat a également contribué à l'évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat ainsi qu'à la détermination des besoins des pays en développement.

11. Le secrétariat a prêté son concours au Comité exécutif de la technologie, notamment en réalisant une évaluation du programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies et en organisant des manifestations et des dialogues en étroite collaboration avec des organisations partenaires clefs, parallèlement aux grandes rencontres sur le climat.

12. Le secrétariat a grandement contribué au processus intergouvernemental en organisant deux Forums de Durban sur le renforcement des capacités.

13. L'appui que le secrétariat a apporté au secteur d'activité chargé de l'adaptation a surtout consisté à faciliter les travaux de plusieurs organes constitués ainsi qu'à dialoguer et à collaborer avec les organisations partenaires. Ces activités ont permis de faire avancer le processus intergouvernemental, et notamment d'aboutir à l'adoption de modalités et de méthodes relatives à l'adaptation pendant la troisième partie de la première session de la CMA.

B. État financier récapitulatif

14. Au 30 juin 2019, 40,8 millions d'euros, soit 71,8 % du montant total des contributions au budget de base attendues pour l'exercice biennal 2018-2019, avaient été reçus. Les Parties n'ayant pas acquitté leur contribution étaient au nombre de 119. Le montant total des contributions non acquittées pour la période 2010-2019 s'élevait à 19,2 millions d'euros. Pour la période 1996-2009, l'arriéré représentait 0,2 million de dollars É.-U. Le montant élevé des contributions au budget de base non acquittées pour les exercices biennaux en cours et précédents met en péril la mise en œuvre effective du programme de travail du secrétariat.

15. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 41,8 millions de dollars É.-U. au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, par rapport à 12,2 millions de dollars É.-U. au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017, et à 8,3 millions de dollars É.-U. au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention, par rapport à 2,6 millions de dollars É.-U. au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017.

16. Au 30 juin 2019, 36 millions d'euros au total, soit 63,4 % du budget de base approuvé pour 2018-2019, avaient été dépensés. Au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention, 5,6 millions de dollars É.-U. avaient été dépensés afin de permettre aux représentants des Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, 31,3 millions de dollars É.-U. avaient été affectés à des projets.

III. Rapport sur les recettes et les dépenses

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

17. La COP, à sa vingt-troisième session, et la CMP, à sa treizième session, ont approuvé un budget total de 56,9 millions d'euros pour l'exercice biennal 2018-2019 (voir le tableau 1)².

Tableau 1

Budget-programme de base approuvé et recettes pour l'exercice biennal 2018-2019

(En euros)

<i>Rubrique</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>Total</i>
Crédits demandés	25 296 670	24 956 458	50 253 128
Dépenses d'appui aux programmes	3 288 567	3 244 340	6 532 907
Ajustement de la réserve de trésorerie	103 057	-	103 057
Total du budget-programme de base approuvé	28 688 294	28 200 798	56 889 092
Contributions selon le barème indicatif	27 921 356	27 433 860	55 355 216
Contribution du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	28 688 294	28 200 798	56 889 092

18. Le tableau 2 fait apparaître les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention perçues pour l'exercice biennal 2018-2019 et les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Les recettes perçues au 30 juin 2019 pour l'exercice biennal s'élevaient à 40,8 millions d'euros, soit 71,8 % de toutes les contributions dues. Au 30 juin 2019, 78 Parties au total avaient versé leurs contributions pour l'exercice biennal ; le montant des contributions non acquittées pour l'exercice biennal s'élevait à 16,1 millions d'euros, soit 29,2 % du budget biennal³.

Tableau 2

État du budget de base au 30 juin 2019

(En euros)

<i>Rubrique</i>	<i>2018-2019</i>
Contributions reçues pour 2018-2019 – Convention ^{a, b}	32 733 948
Contributions reçues pour 2018-2019 – Protocole de Kyoto ^{a, b}	6 561 556
Contributions volontaires du gouvernement du pays hôte	1 533 876
Total des recettes	40 829 380

² Décisions 21/CP.23 et 6/CMP.13.

³ Le SBI, à sa cinquantième session, a recommandé à la COP d'adopter un projet de décision sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2020-2021 (FCCC/SBI/2019/9/Add.1, p. 38 à 47). Le dernier paragraphe de la décision est libellé comme suit : « Décide que le barème des contributions présenté à l'annexe I est également applicable à l'année 2019, soit 85 % des contributions indiquées au tableau 1 de la décision 21/CP.23 ». En conséquence, les contributions individuelles pour 2019 ont augmenté pour certaines Parties tandis qu'elles ont diminué pour d'autres. Les contributions à percevoir ont été ajustées dans le système financier du secrétariat au 1^{er} juillet 2019 et des notifications révisées relatives aux contributions pour 2019 ont été envoyées aux Parties en juillet 2019. Aux fins du présent rapport, les barèmes figurant dans les annexes aux décisions 21/CP.23 et 6/CMP.13 ont été appliqués.

<i>Rubrique</i>	<i>2018-2019</i>
Dépenses	
Dépenses	31 871 601
Dépenses d'appui aux programmes	4 124 394
Total des dépenses	35 995 995
Solde	4 832 044

^a Y compris les contributions reçues lors des précédents exercices biennaux pour 2018-2019.

^b Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,88 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2019.

19. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé par programme et les ressources budgétaires réaffectées pour l'exercice 2018-2019, ainsi que les dépenses afférentes aux programmes pendant les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2019, les dépenses, hors dépenses d'appui aux programmes, s'élevaient à 31,9 millions d'euros, ce qui représente 63,4 % du budget de base approuvé pour 2018-2019, soit un taux inférieur au taux linéaire des dépenses (75 %).

20. Au cours de la période considérée, la Secrétaire exécutive a procédé à des transferts entre lignes de crédit, sur autorisation de la COP⁴. Au total, 505 000 euros ont été transférés des programmes Technologies de l'information et de la communication et Communication et information au programme Direction exécutive et gestion.

Tableau 3

Budget de base approuvé pour 2018-2019 et dépenses par programme au 30 juin 2019
(En euros)

	<i>Budget approuvé par la COP</i>	<i>Budget modifié par la Secrétaire exécutive</i>	<i>Dépenses</i>
A. Programme			
Direction exécutive et gestion	4 707 490	5 213 050	3 920 493
Atténuation, données et analyses	15 626 860	15 626 860	10 795 934
Financement, technologie et renforcement des capacités	6 020 360	6 020 360	3 913 457
Adaptation	5 362 100	5 362 100	3 946 600
Mécanismes pour un développement durable	879 480	879 480	459 739
Affaires juridiques	2 153 600	2 153 600	1 226 910
Services des affaires de la Conférence	3 395 655	3 395 655	1 721 764
Communication et information	3 431 320	3 241 320	1 653 944
Technologies de l'information et de la communication	5 447 800	5 132 240	2 549 797
B. Dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat^a	3 228 463	3 228 463	1 682 963
Total^b	50 253 128	50 253 128	31 871 601

^a Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat relèvent du programme Services administratifs.

^b N'inclut pas les dépenses d'appui aux programmes ni l'ajustement de la réserve de trésorerie.

21. Le tableau 4 présente les dépenses engagées au titre du budget de base pour 2018-2019 au 30 juin 2019 par objet de dépense. Les « dépenses de personnel » comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du

⁴ Décision 21/CP.23, par. 10.

personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les « services contractuels » regroupent les concours extérieurs (particuliers et institutions). Les « frais de voyage » comprennent les frais de voyage du personnel, des experts et des représentants de gouvernements envoyés en mission. Les « frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs » comprennent les paiements de biens et de services aux fournisseurs et d'autres dépenses courantes (services de télécommunications, etc.).

Tableau 4

Budget de base approuvé pour 2018-2019 et dépenses par objet de dépense au 30 juin 2019

(En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Dépenses</i>
Dépenses de personnel	24 928 767
Services contractuels	2 440 252
Frais de voyage	1 903 704
Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	1 499 265
Fournitures, marchandises et matériel	3 622
Frais généraux de fonctionnement (équipements, véhicules et mobilier)	467 245
Subventions	628 747
Total^a	31 871 601

^a N'inclut pas les dépenses d'appui aux programmes ni l'ajustement de la réserve de trésorerie.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention

22. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays en développement parties et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la COP, de la CMP, de la CMA et de leurs organes subsidiaires.

23. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds au 30 juin 2019. Les contributions volontaires reçues par le secrétariat au cours de la période considérée se sont établies à 8,3 millions de dollars É.-U., contre 3,2 millions de dollars É.-U. au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice 2016-2017. Le solde reporté de l'exercice 2016-2017, les contributions reçues, les intérêts et les recettes accessoires atteignent au total 10,3 millions de dollars É.-U.

24. Les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2018-2019 se sont chiffrées à 5,6 millions de dollars É.-U. Ce montant comprend les dépenses liées à la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises aux sessions des organes subsidiaires tenues à Bonn et aux sessions de la COP, de la CMP et de la CMA tenues à Katowice. Ce solde, auquel pourraient s'ajouter d'autres contributions volontaires éventuelles au Fonds d'affectation spéciale, servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à la vingt-cinquième session de la COP, à la quinzième session de la CMP et à la deuxième session de la CMA ainsi qu'aux sessions des organes subsidiaires organisées à l'occasion des sessions des organes directeurs. Des contributions supplémentaires seront nécessaires pour financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises en 2020. Les Parties pouvant prétendre à un financement peuvent choisir, si elles sont en mesure de le faire, de ne pas solliciter un soutien financier auprès du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention, ce qui permettrait d'allouer les fonds disponibles aux Parties qui en ont le plus besoin.

Tableau 5

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention au 30 juin 2019

(En dollars des États-Unis)

Recettes	
Report de l'exercice 2016-2017	1 161 740
Contributions volontaires reçues en 2018-2019	8 279 673
Intérêts	61 267
Recettes accessoires et transferts ^a	805 733
Total des recettes	10 308 413
Dépenses	
Dépenses	5 049 315
Dépenses d'appui aux programmes	575 561
Total des dépenses	5 624 876
Solde	4 683 537

^a Y compris les gains de change et les transferts provenant d'autres fonds d'affectation spéciale de la Convention.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

25. Plusieurs activités prescrites, dont le fonctionnement du mécanisme d'application conjointe, continuent d'être financées par les contributions volontaires et les droits et redevances au titre de l'application conjointe versés au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires par les Parties et par des entités non parties, ce qui permet au secrétariat d'exécuter le programme de travail de l'exercice biennal en cours.

26. Le tableau 6 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2019. Des contributions volontaires d'un montant de 41,8 millions de dollars É.-U. ont été reçues au cours de la période considérée ; au 30 juin 2019, aucune redevance au titre de l'application conjointe n'avait été perçue. Le solde reporté de l'exercice 2016-2017, les contributions reçues, les intérêts et les recettes accessoires atteignent au total 65,4 millions de dollars É.-U. Le report de 2016-2017 et les contributions volontaires reçues en 2018-2019 sont utilisés pour financer des projets dans le cadre de l'exercice biennal en cours. Tout report de 2018-2019 servirait à financer des projets nouveaux ou en cours en 2020-2021 et au-delà.

27. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires s'élevaient à 31,3 millions de dollars É.-U. au 30 juin 2019. Le solde du Fonds de 34,1 millions de dollars É.-U. ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à financer les projets et manifestations en cours (voir l'annexe II), y compris des projets menés dans de multiples domaines au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris (adaptation, financement de l'action climatique, établissement de rapports, appui aux négociations, technologie, etc.). Certains contributeurs ont fourni des fonds à utiliser sur plusieurs années pour des activités qui s'étendent au-delà de l'exercice biennal en cours.

Tableau 6
Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires
au 30 juin 2019
 (En dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>
Recettes	
Report de l'exercice 2016-2017	24 984 869
Contributions volontaires reçues en 2018-2019	41 758 025
Intérêts	712 222
Recettes accessoires et transferts ^a	(2 011 270)
Total des recettes	65 443 847
Dépenses	
Dépenses	28 001 675
Dépenses d'appui aux programmes	3 321 297
Total des dépenses	31 322 972
Total	34 120 875
À déduire : réserve de trésorerie	1 186 515
Solde	32 934 360

^a Comprend 685 228 dollars É.-U. de pertes sur les fluctuations des taux de change, 620 788 dollars É.-U. de remboursements de soldes de projets non dépensés et 705 254 dollars É.-U. de transferts depuis et vers d'autres fonds d'affectation spéciale de la CCNUCC.

D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre

28. Le tableau 7 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2019. Les fonds disponibles pour l'exercice biennal 2018-2019 se chiffraient à 160,6 millions de dollars É.-U., comprenant le report du précédent exercice (139,9 millions de dollars É.-U.) et des droits et redevances perçus au titre du MDP pendant les dix-huit premiers mois de l'exercice en cours (17,6 millions de dollars É.-U.).

29. Les dépenses au 30 juin 2019 se chiffraient à 28,2 millions de dollars É.-U., ce qui laissait un solde de 132,4 millions de dollars É.-U., comprenant la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars É.-U. établie conformément à une décision du Conseil exécutif du MDP⁵.

Tableau 7
Situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2019
 (En dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>
Recettes	
Report de l'exercice 2016-2017 ^a	139 852 208
Droits et redevances perçus au titre du MDP ^b	17 565 021
Intérêts	3 071 540
Recettes accessoires et transferts ^c	110 763
Remboursement des droits et redevances	(30 327)
Total des recettes	160 569 205

⁵ FCCC/KP/CMP/2010/10, par. 99.

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>
Dépenses	
Dépenses	24 967 106
Dépenses d'appui aux programmes	3 245 724
Total des dépenses	28 212 830
Total	132 356 375
À déduire : réserve de trésorerie	45 000 000
Solde	87 356 375

^a Le solde reporté tient compte de la réserve de trésorerie.

^b Reçus en espèces.

^c Inclut les transferts de fonds.

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

30. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2019 s'élevaient à 2 539 491 euros.

31. Le tableau 8 fait apparaître le budget approuvé pour 2018-2019 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2019.

Tableau 8

Budget approuvé pour 2018-2019 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions, par objet de dépense au 30 juin 2019

(En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget</i>	<i>Dépenses</i>
Dépenses de personnel	1 614 260	1 145 135
Services contractuels	2 675 884	1 591 625
Autres frais de fonctionnement	291 000	188 084
Matériel, véhicules et mobilier	-	13 879
Frais de voyage	30 000	2 731
Total^a	4 611 146	2 941 454

^a N'inclut pas les dépenses d'appui aux programmes ni l'ajustement de la réserve de trésorerie.

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand

32. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2019, les contributions pour 2018 et 2019 avaient été intégralement versées au Fonds de Bonn. Un montant de 3,1 millions d'euros a été consacré à l'organisation des sessions des organes subsidiaires tenues à Bonn en mai 2018 et juin 2019.

33. Le tableau 9 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2018-2019 au 30 juin 2019.

Tableau 9
Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2019
 (En euros)

<i>Rubrique</i>	<i>2018-2019</i>
Recettes	
Contributions	3 579 044
Recettes accessoires	47 604
Total des recettes	3 626 648
Dépenses	
Appui aux conférences	2 715 039
Dépenses d'appui aux programmes	347 093
Total des dépenses	3 062 132
Total	564 516
À déduire : réserve de trésorerie	264 000
Solde	300 516

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,88 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2019.

G. Dépenses d'appui aux programmes

34. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur le montant effectif des dépenses des fonds gérés par la Convention afin de financer les services administratifs et les coûts indirects associés à la gestion du secrétariat et de ses programmes. Un examen de l'utilisation des fonds pour frais généraux a permis de mieux aligner les dépenses sur les recettes et les besoins administratifs du secrétariat. Les fonctions payées à même les fonds pour frais généraux qui n'appuyaient pas les Services administratifs ont été affectées à d'autres fonds. Les services sont assurés par le secrétariat par l'intermédiaire du programme Services administratifs. D'autres services administratifs, notamment la vérification des comptes, les états de paie, le placement des fonds, les services de trésorerie et les services liés à l'administration de la justice, sont fournis par l'Office des Nations Unies à Genève et le Siège de l'ONU à New York et doivent être remboursés à l'Organisation.

35. Le tableau 10 indique l'état du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2019. Au cours de la période considérée, 13,3 millions de dollars É.-U. ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel, d'autres frais et les sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève et le Siège de l'ONU à New York.

Tableau 10
Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2019
 (En dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>2018-2019</i>
Recettes	
Montant prélevé au titre des dépenses d'appui aux programmes	13 581 612
Total des recettes	13 581 612
Dépenses	
Dépenses de personnel	10 123 326
Dépenses autres que les dépenses de personnel	3 150 689
Total des dépenses	13 274 015
Solde	307 597

IV. Exécution des programmes

A. Programme Direction exécutive et gestion

36. Le programme Direction exécutive et gestion a pour fonctions de définir les orientations stratégiques du secrétariat et d'assurer la supervision de ses activités, en veillant à la cohérence d'ensemble des travaux du secrétariat et en entretenant une coopération et des partenariats stratégiques avec d'autres organismes, dont ceux du système des Nations Unies, et avec les principaux acteurs du processus relatif aux changements climatiques.

37. Au cours de la période considérée, le programme Direction exécutive et gestion a renforcé les services de secrétariat fournis aux travaux de la COP, de la CMP, de la CMA, des organes subsidiaires ainsi que du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, en créant une équipe intégrée chargée de garantir la bonne coordination de ces travaux et d'offrir des services de secrétariat aux Parties pour leur permettre de s'acquitter, avant la vingt-quatrième session de la COP, des tâches qui leur incombent au titre du programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris, conformément aux dispositions de la décision 1/CP.23. Le renforcement de l'appui fourni par le secrétariat aux présidences des vingt-troisième et vingt-quatrième sessions de la COP a contribué à aider les Parties à réaliser des avancées à la vingt-troisième session de la Conférence, tenue à Bonn en 2017, et aux sessions supplémentaires tenues à Bangkok en 2018, et à assurer la réussite de la vingt-quatrième session de la Conférence, tenue à Katowice en 2018.

38. Dans le cadre des préparatifs de la vingt-quatrième session de la COP, la Secrétaire exécutive et le Sous-Secrétaire exécutif ont intensifié leur communication avec les Parties et d'autres parties prenantes afin de mieux faire comprendre aux Parties les mesures qu'elles devaient prendre pour achever le programme de travail de l'Accord de Paris et d'encourager les entités non parties à contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale en faveur du climat. L'adoption de l'ensemble de règles de Katowice à la vingt-quatrième session de la COP marque une étape importante dans le processus intergouvernemental relatif aux changements climatiques, qui permettra de promouvoir la coopération internationale, d'instaurer la confiance entre Parties et de les encourager à se montrer plus ambitieux.

39. Le programme Direction exécutive et gestion a renforcé sa collaboration avec le système des Nations Unies en participant activement aux travaux du groupe des principaux acteurs de l'action climatique et du groupe restreint sur le climat, qui relèvent tous deux du Secrétaire général, ainsi que du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination et du Conseil de direction. Ces nouvelles relations ont amené le système des Nations Unies à mieux prendre conscience et à mieux tenir compte de la nécessité de renforcer l'action climatique dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable. Le programme a également appuyé les activités de promotion du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint et participé activement aux préparatifs du Sommet sur le climat qui devait se tenir en septembre 2019, y compris en dirigeant, aux côtés du Programme des Nations Unies pour le développement et de la présidence de la vingt-cinquième session de la COP, les efforts d'atténuation entrepris dans le cadre du Sommet.

40. Sur le plan du développement organisationnel, le programme Direction exécutive et gestion a entrepris d'examiner la structure et le fonctionnement du secrétariat afin de déterminer les ajustements à effectuer pour renforcer son organisation et lui donner les moyens de fournir aux Parties l'appui exigé dans le cadre de l'Accord de Paris. Il a également considérablement renforcé le processus budgétaire de la Convention-cadre sur les changements climatiques en favorisant la transparence, l'information et l'inclusion pendant l'élaboration du budget pour la période 2020-2021, en aidant les Parties à mieux comprendre le processus et en établissant un modèle pour l'élaboration des budgets futurs.

41. Depuis sa création en mars 2018, le service chargé de la mobilisation des ressources et de l'établissement de partenariats s'est essentiellement occupé de recenser les principaux besoins de financement et d'y répondre, de recouvrer les contributions non acquittées et d'établir des partenariats fructueux avec des entités non parties. En janvier 2019, une série

de modules de formation ont été mis à la disposition du personnel afin d'élaborer une approche plus stratégique et plus cohérente de la mobilisation des ressources et des partenariats au sein du secrétariat.

42. Le secrétariat a poursuivi le dialogue avec les entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes pour sensibiliser les Parties et renforcer leurs capacités en ce qui concerne l'intégration des considérations liées au genre dans leurs stratégies et leurs plans nationaux en faveur de l'action climatique en organisant des ateliers et en établissant des rapports. Dans bien des cas, les activités de renforcement des capacités proposées aux membres des organes constitués ont amené ces organes à tenir compte des questions de genre dans leurs programmes de travail.

B. Programme Atténuation, données et analyses

43. Le programme Atténuation, données et analyses appuie le processus intergouvernemental dans les domaines de la mesure, de la notification et de la vérification ainsi que sur les questions d'atténuation, y compris dans le cadre de l'initiative REDD+, les questions méthodologiques relatives aux inventaires des émissions de gaz à effet de serre (GES), l'agriculture et d'autres approches sectorielles, notamment les émissions liées aux transports aérien et maritime, et les résultats des mesures de riposte. Conformément à l'Accord de Paris, le programme est chargé de l'appui apporté par le secrétariat aux Parties et du processus de négociation concernant les CDN, les stratégies de développement à faible taux d'émission à long terme, le cadre de transparence et les mesures de riposte.

44. Au cours de la période considérée, le programme Atténuation, données et analyses a contribué au succès des négociations concernant les lignes directrices sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris fondée sur les CDN, le cadre de transparence renforcé et les mesures de riposte. Il a apporté son concours aux négociations sur les questions d'établissement de rapports, d'examen et de formation engagées dans le cadre du SBSTA au titre des travaux méthodologiques de suivi du cadre de transparence renforcé. Il a continué d'appuyer les négociations menées dans le cadre du SBSTA et du SBI sur les communications nationales ; l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture ; l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie ; les paramètres de mesure communs ; l'interface d'accès aux données relatives aux GES ; le calendrier commun pour les CDN ; les questions méthodologiques relatives aux inventaires des GES ; les combustibles de soute ; et le forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre et son Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre.

45. Le programme a apporté aux pays un appui concernant les CDN, s'agissant notamment de l'actualisation de ces contributions et des partenariats formés dans ce cadre, ainsi que les stratégies de développement à faibles taux d'émission à long terme. En coopération avec des organisations telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, il a organisé deux dialogues régionaux sur les CDN.

46. Le programme a continué d'appuyer la mise en œuvre des procédures de mesure, de notification et de vérification au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto. Il a achevé l'examen technique des troisièmes rapports biennaux et des septièmes communications nationales, qui ont débouché sur 78 rapports d'examen ; l'analyse de 33 rapports biennaux actualisés, dont 4 contenaient des résultats de l'initiative REDD+ ; et l'évaluation technique de 19 niveaux d'émission de références pour les forêts dans le cadre de l'initiative REDD+. Le programme a achevé les cycles 2017 et 2018 d'examen des inventaires des GES soumis par 22 et 23 Parties visées à l'annexe I, respectivement, et préparé le cycle 2019 d'examen pour 24 Parties visées à l'annexe I. Il a également organisé, dans le cadre du SBI, l'évaluation multilatérale de 30 pays développés et un échange de vues axé sur la facilitation pour 21 pays en développement. Il a organisé deux réunions de chacun des examinateurs principaux des inventaires des GES et des communications nationales et rapports biennaux. Il a lancé les travaux sur la transition vers le cadre de transparence renforcé en application de l'Accord de Paris et a fourni un appui pour l'utilisation des mécanismes de mesure, de notification et de vérification et les résultats qui en découlent pour inspirer les prochaines soumissions de CDN.

47. Le programme Atténuation, données et analyses a publié un rapport de situation ainsi que le rapport d'information sur les émissions globales de GES, mis en service, en collaboration avec le programme TIC, une nouvelle version du logiciel de notification du cadre commun de présentation et actualisé l'interface d'accès aux données relatives aux GES et les outils d'examen. Il a également continué de gérer la réception, le traitement, l'archivage et la publication des soumissions des Parties sur des questions connexes.

48. Le programme a appuyé les travaux du Groupe consultatif d'experts : il a assuré les services propres à deux réunions, actualisé ses matériels didactiques, contribué à la préparation de quatre ateliers régionaux de formation pratique, organisé neuf webinaires et assuré la tenue à jour du programme e-Network.

49. En collaboration avec plusieurs partenaires, le programme Atténuation, données et analyses a organisé quatre ateliers régionaux de formation sur la création de systèmes nationaux durables de gestion des inventaires de GES et l'utilisation des Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre ; 14 ateliers sur l'assurance de la qualité des inventaires nationaux des GES pour les pays en développement parties ; et un programme de formation de quatre semaines sur les inventaires de GES.

50. Le programme a organisé des cours de formation assortis d'examens à l'intention des experts chargés : 1) de l'analyse technique des rapports biennaux actualisés (3 cours) ; 2) de l'examen technique des communications nationales et des rapports biennaux (1 cours) ; 3) de l'examen technique des inventaires de GES (1 cours et 1 séminaire) ; et 4) de l'examen des renseignements communiqués en application de l'article 8 du Protocole de Kyoto (2 cours), ainsi que deux colloques de recyclage destinés aux examinateurs des inventaires des GES expérimentés. Le programme a également élaboré de nouveaux textes sur des activités relatives à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie au titre du Protocole de Kyoto afin de soutenir les examinateurs principaux des inventaires de GES.

51. Le programme Atténuation, données et analyses a appuyé la mise en place du Comité d'experts de Katowice. En collaboration avec des partenaires tels que l'Organisation internationale du Travail, le programme a organisé 1 atelier sur les outils de modélisation, 3 ateliers régionaux et 4 manifestations sur les outils existants et les possibilités liées aux mesures de riposte, à l'occasion des semaines régionales sur le climat. Il a contribué à deux réunions organisées par l'OIT sur la promotion d'une transition juste vers un modèle de développement résilient au climat et sobre en émissions de carbone, et établi un document technique sur les retombées bénéfiques que peuvent avoir, sur le plan de l'atténuation, les mesures d'adaptation et la diversification économique.

52. Le programme a organisé deux réunions dans le cadre du processus d'examen technique des mesures d'atténuation et élaboré deux documents techniques de synthèse sur les possibilités d'action et les pratiques optimales concernant les questions relatives à la transformation des déchets en énergie et à l'économie circulaire, ainsi que les solutions énergétiques pour la chaîne agroalimentaire.

53. Le programme Atténuation, données et analyses a continué de jouer un rôle moteur dans l'atténuation et les questions sectorielles concernant l'agriculture ; la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts ; l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie ; et les combustibles de soute, avec la participation de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Il a dirigé les travaux d'établissement d'une note d'orientation sur les liens entre l'énergie et les changements climatiques pour les besoins du premier examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 7 à l'occasion du forum politique de haut niveau pour le développement durable des Nations Unies, en 2018. Il a appuyé les travaux de l'équipe spéciale du GIEC sur les aspects méthodologiques de l'inventaire des GES ainsi que ceux du SBI et du SBSTA sur l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, en organisant trois ateliers, dont deux ont porté sur l'adaptation et la résilience et sur le carbone du sol.

C. Programme Financement, technologie et renforcement des capacités

54. Le programme Financement, technologie et renforcement des capacités prête assistance aux pays en développement parties, en leur donnant les moyens d'intensifier les mesures d'atténuation et d'accroître leur résilience aux changements climatiques.

55. S'agissant du financement de l'action climatique au cours de la période considérée, le programme a appuyé le Comité permanent du financement, y compris dans l'élaboration de ses programmes de travail pour 2018 et 2019, l'organisation de quatre de ses réunions et de ses forums de 2018 et de 2019, l'achèvement de l'évaluation biennale de 2018 faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat et les premiers préparatifs pour celle de l'année 2020, et le recensement des besoins des pays en développement. Deux ateliers de session sur le financement à long terme de l'action climatique ont été organisés à l'occasion des quarante-huitième et cinquantième sessions du SBI et du SBSTA, et une aide a été fournie aux pays mélanésiens aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de leur stratégie de financement de l'action climatique dans le cadre du projet de financement axé sur les besoins. Antigua-et-Barbuda, le Liban et les Philippines ont également bénéficié d'une assistance pour évaluer leurs besoins et priorités en matière de financement de l'action climatique, en collaboration avec les organismes des Nations Unies et les mécanismes bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

56. Le programme Financement, technologie et renforcement des capacités a également fourni un appui technique et fonctionnel à la vingt-quatrième session de la COP, à la quatorzième session de la CMP et à la troisième partie de la première session de la CMA sur 12 points de l'ordre du jour concernant le financement de l'action climatique, et à la cinquantième session du SBI et du SBSTA sur des questions telles que les mécanismes du Fonds pour l'adaptation et le cadre de transparence de l'appui prévu par l'article 13 de l'Accord de Paris.

57. Dans le domaine de la technologie, le programme a aidé le Comité exécutif de la technologie à élaborer son nouveau plan de travail glissant pour la période 2019-2022, à organiser trois réunions et à faciliter la participation active des organisations dotées du statut d'observateur aux travaux de ses six équipes thématiques spéciales. Il a également aidé le Comité exécutif à poursuivre la mise en œuvre de son plan de travail pour 2016-2018, notamment en procédant à l'évaluation du Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies et en organisant six manifestations régionales relatives à la technologie dans le cadre des semaines du climat en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes, et dans la région de l'Asie et du Pacifique, un dialogue d'experts sur les technologies relatives aux pertes et préjudices dans les zones côtières en collaboration avec le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques lors de la cinquantième session du SBI et du SBSTA et un dialogue thématique sur les pépinières et accélérateurs d'entreprises dans le domaine de la technologie climatique, en collaboration avec le Centre-Réseau des technologies climatiques et le Fonds vert pour le climat. Toutes les manifestations ont été organisées en collaboration avec les principales organisations partenaires et dans le cadre des grandes manifestations sur le climat visant à renforcer la collaboration et à améliorer l'efficacité des activités du secrétariat. Le programme a également mis à jour et géré le mécanisme TT:CLEAR.

58. Le programme a fourni un appui intergouvernemental aux travaux des organes subsidiaires de la COP et de la CMA, notamment en ce qui concerne le programme de travail de l'Accord de Paris, l'élaboration du cadre technologique créé en vertu de l'article 10 de l'Accord de Paris et la portée et les modalités de l'évaluation périodique du Mécanisme technologique à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord établie par le SBI, ce qui a abouti à l'adoption de ces deux importants mécanismes qui orienteront les travaux du Mécanisme technologique afin d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord sur des questions ayant trait à la mise au point et au transfert de technologies.

59. Pour ce qui est du renforcement des capacités, le programme a appuyé le processus intergouvernemental concernant une série de questions liées au renforcement des capacités, organisé les septième et huitième Forums de Durban sur le renforcement des capacités et

fourni un appui sur des questions de fond et de procédure concernant les négociations menées sur le thème du renforcement des capacités dans le cadre de la Convention et du Protocole de Kyoto.

60. Le programme Financement, technologie et renforcement des capacités a aussi appuyé la mise en œuvre du plan de travail glissant du Comité de Paris sur le renforcement des capacités. Pour ce faire, il a organisé ses deuxième et troisième réunions, contribué aux travaux intersessions, notamment en fournissant un appui fonctionnel aux quatre groupes de travail du Comité, facilité l'interaction et la collaboration avec d'autres organes constitués et acteurs extérieurs à la Convention, et poursuivi les travaux d'actualisation et de maintenance du portail consacré au renforcement des capacités et des pages Web connexes. Le premier carrefour du renforcement des capacités s'est tenu à la vingt-quatrième session de la COP.

D. Programme Adaptation

61. Le programme Adaptation aide les Parties, en particulier les pays en développement parties, à mettre au point, à appliquer et à évaluer des plans, politiques et mesures d'adaptation destinés à réduire leur vulnérabilité, à lutter contre les effets des changements climatiques déjà perceptibles et de ceux qui commencent à se manifester et à renforcer la résilience ; et à améliorer la base scientifique de l'action climatique menée sur le plan international, en tenant compte des travaux et négociations entrepris sur ces questions à l'échelle intergouvernementale. Au cours de la période considérée, le programme a facilité :

- a) L'application du Cadre de l'adaptation de Cancún, en apportant son soutien :
 - i) Aux travaux du Comité de l'adaptation⁶ ;
 - ii) Aux travaux relatifs aux approches visant à remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes de ces changements, en soutenant notamment les activités relevant du Mécanisme international de Varsovie⁷ ;
 - iii) À l'élaboration et à l'application des plans nationaux d'adaptation⁸ ;
- b) Les travaux du Groupe d'experts des pays les moins avancés⁹ ;
- c) La mise en œuvre des activités relevant du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements, notamment en engageant des échanges et en collaborant avec les organisations partenaires du programme de travail de Nairobi, les centres et réseaux mondiaux et régionaux et les organes constitués¹⁰ ;
- d) Le flux d'information concernant les recherches sur le climat, l'amélioration des observations destinées à appuyer la capacité d'intervention et l'adaptation, et la coopération avec le GIEC, notamment le fait d'aider les Parties à examiner le rapport spécial du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 °C¹¹, ainsi que l'examen de la

⁶ Voir <https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/adaptation-committee-ac>.

⁷ Voir <https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/approaches-to-address-loss-and-damage-associated-with-climate-change-impacts-in-developing-countries>.

⁸ Voir <https://unfccc.int/fr/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/plans-nationaux-d-adaptation>.

⁹ Voir <https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/least-developed-countries-expert-group-leg>.

¹⁰ Voir <https://www3.unfccc.int/pls/apex/f?p=333:1:3215587481745340>.

¹¹ GIEC. 2018. *Global Warming of 1.5 °C: An IPCC Special Report on the Impacts of Global Warming of 1.5 °C above Pre-industrial Levels and Related Global Greenhouse Gas Emission Pathways in the Context of Strengthening the Global Response to the Threat of Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty* (Réchauffement climatique de 1,5 °C : Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur de 1,5 °C aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, du

portée du prochain examen périodique de l'objectif global à long terme au titre de la Convention et des progrès d'ensemble accomplis en vue de sa réalisation¹².

62. En outre, le programme Adaptation a contribué à donner suite aux demandes relatives aux mesures d'adaptation découlant de la décision 1/CP.21 et de l'Accord de Paris. Pour ce faire, il a notamment :

a) Aidé le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des pays les moins avancés à donner suite aux mandats découlant des paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21 sur les modalités et les méthodes relatives à l'adaptation, ce qui a abouti à l'adoption de la décision 11/CMA.1, et à engager les travaux sur les mandats figurant dans cette dernière décision ;

b) Aidé le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris à élaborer des modalités et des procédures concernant les communications relatives à l'adaptation et les aspects du cadre de transparence et du bilan mondial ayant trait à l'adaptation, dans le cadre de l'Accord de Paris, ce qui a abouti à l'adoption des décisions 9/CMA.1, 10/CMA.1 et 18/CMA.1, et à élaborer un prototype du registre des mesures d'adaptation ;

c) Aidé le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris à recenser des sources susceptibles d'apporter des contributions aux bilan mondial et de participer à l'élaboration de ses modalités, ce qui a abouti à l'adoption de la décision 19/CMA.1 ;

d) Appuyé la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones et son groupe de facilitation¹³ ;

e) Appuyé le processus d'examen technique des mesures d'adaptation, y compris les réunions techniques d'experts¹⁴ ;

f) Aidé le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie à maintenir le centre d'échange d'informations des Fidji sur le transfert des risques¹⁵ ;

g) Appuyé l'Équipe spéciale chargée de la question des déplacements de population¹⁶.

63. En outre, le programme Adaptation a :

a) Joué un rôle moteur dans les travaux transversaux menés par le secrétariat pour intégrer l'action climatique à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable et favoriser les synergies entre ces éléments, notamment en coordonnant les contributions du secrétariat, ainsi que celles d'autres entités des Nations Unies, au processus des objectifs de développement durable, en sa qualité d'organisme responsable des indicateurs relatifs au climat ;

b) Sollicité les parties prenantes aux fins de la mise en œuvre de tous les mandats liés à l'adaptation et organisé des activités de communication et de sensibilisation dans ce domaine.

E. Programme Mécanismes pour un développement durable

64. Le Programme Mécanismes pour un développement durable aide les Parties à élaborer et à mettre en œuvre efficacement des approches, des mécanismes et des instruments économiques fondés sur la collaboration pour élargir les mesures d'atténuation des changements climatiques et promouvoir le développement durable. Pour ce faire, il

développement durable et de la lutte contre la pauvreté). Genève : GIEC. Disponible à l'adresse suivante : <http://ipcc.ch/report/sr15/>.

¹² Voir <https://unfccc.int/topics#:f067f44b-a2d2-48db-9225-094f61644946:edef537e-c5eb-413e-a00c-62c89ff08168>.

¹³ Voir <https://unfccc.int/topics/local-communities-and-indigenous-peoples-platform/the-big-picture/introduction-to-the-local-communities-and-indigenous-peoples-platform-lcipp>.

¹⁴ Voir <http://tep-a.org/>.

¹⁵ Voir <http://unfccc-clearinghouse.org/>.

¹⁶ Voir <https://unfccc.int/wim-excom/sub-groups/TFD>.

appuie les organes intergouvernementaux dans la mise en œuvre des approches de coopération établies en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris et fournit des compétences techniques et un appui pour la mise en œuvre des trois mécanismes prévus par le Protocole de Kyoto à savoir : le Mécanisme pour un développement propre, le mécanisme d'application conjointe et l'échange international de droits d'émission. Le programme appuie également la mise en œuvre des mécanismes de la COP dénommés le cadre à prévoir pour diverses démarches, le nouveau mécanisme fondé sur le marché et les démarches non fondées sur le marché et continue d'appuyer le Conseil exécutif du MDP et le Comité de supervision de l'application conjointe, créé en vertu du Protocole de Kyoto pour superviser la mise en œuvre du MDP et des mécanismes fondés sur des projets d'application conjointe.

65. Au cours de la période considérée, le programme Mécanismes pour un développement durable a réussi à organiser et à appuyer les travaux de six réunions du Conseil exécutif du MDP¹⁷ et de 10 réunions de ses groupes d'experts (Groupe des méthodes¹⁸ et Groupe d'experts de l'accréditation¹⁹).

66. Le programme a épaulé le Conseil exécutif du MDP pour ses travaux relatifs²⁰ :

- a) À l'enregistrement de 53 projets et programmes d'activités et au traitement de 617 demandes de délivrance ;
- b) Au traitement de 9 239 opérations de report et d'annulation d'unités de réduction certifiée des émissions ;
- c) À la délivrance de 100 257 991 unités de réduction certifiée des émissions ;
- d) À l'approbation de nouvelles méthodes, notamment une qui serait applicable aux projets qui encouragent le recours aux véhicules de transport de personnes légers et à deux ou trois roues et une autre qui le serait aux projets et aux activités permettant de réduire les émissions en améliorant les transports publics ;
- e) À la révision de la norme et de la procédure d'accréditation du MDP, de six documents réglementaires pour tenir compte des modifications à apporter aux prescriptions réglementaires régissant les modifications après enregistrement, en tenant compte de l'augmentation de l'ampleur des projets et des changements de technologies et de mesures, aux procédures de renouvellement des périodes d'attribution et des programmes d'activités, et aux processus et prescriptions réglementaires concernant la fixation, la révision et la mise à jour des niveaux de référence uniformisés ;
- f) À l'amélioration du processus de réglementation des programmes d'activités ;
- g) À la poursuite des projets dans le cadre du processus normatif du MDP grâce au renforcement des capacités, à la fourniture d'un appui technique, et au fait d'aider les pays à fixer des niveaux de référence uniformisés et à formuler des propositions de financement et d'investissement pour garantir le financement de l'action climatique, par l'intermédiaire des cinq centres régionaux de collaboration d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes qui travaillent en étroite collaboration avec les autorités nationales désignées²¹ ;
- h) À la promotion de l'utilisation de réductions certifiées d'émissions afin de répondre à un ensemble d'objectifs volontaires et de conformité pour accroître l'utilisation d'annulations volontaires dans le registre du MDP.

¹⁷ Voir <http://cdm.unfccc.int/EB/index.html>.

¹⁸ Voir <https://cdm.unfccc.int/Panels/meth/index.html>.

¹⁹ Voir <https://cdm.unfccc.int/Panels/accreditation/index.html>.

²⁰ Voir rapports soumis régulièrement au Conseil exécutif du MDP à l'adresse suivante : <https://cdm.unfccc.int/EB/report>.

²¹ Le 13 février 2019, un mémorandum d'accord a été signé entre la Convention-cadre sur les changements climatiques et World Green Economy Organization pour créer un sixième centre régional de collaboration à Doubaï, axé sur la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

67. Le programme a continué d'aider les parties prenantes à mieux appliquer, soutenir et utiliser le MDP, et à contribuer de manière plus générale à l'augmentation des ressources consacrées à l'action climatique, en menant notamment les activités suivantes :

a) L'organisation des travaux du Partenariat du Cadre de Nairobi²², en particulier la tenue d'événements (« semaines ») et de forums sur le climat à l'échelle régionale²³ ;

b) L'organisation de tables rondes avec des organismes et des bailleurs de fonds potentiels afin de stimuler l'adoption de moyens innovants visant à encourager les investissements dans des projets et des programmes en lien avec le climat ;

c) L'initiative en faveur de la réduction volontaire des émissions « Climate Neutral Now », qui se fonde sur les principes de mesure, de réduction et d'équilibre du solde²⁴.

68. Au cours de la période considérée, le programme a continué d'appuyer le Comité de supervision de l'application conjointe²⁵ et d'être le chef de file de l'appui aux négociations internationales menées au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris²⁶ et aux champions de haut niveau du climat²⁷, tout en collaborant avec les Parties et les entités non parties dans le contexte du Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale en faveur du climat²⁸, de l'annuaire de l'action mondiale pour le climat²⁹, du portail de l'action climatique mondiale³⁰ et du Prix de l'action climatique mondiale³¹.

F. Programme Affaires juridiques

69. Le programme Affaires juridiques fournit, en toute indépendance, des conseils faisant autorité sur des questions de droit et de procédure ainsi qu'un soutien concernant : 1) le processus de négociation intergouvernemental ; 2) les questions relatives aux moyens de faciliter l'application de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, y compris en fournissant des services de secrétariat au Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto ; 3) l'administration, la gestion et le fonctionnement du secrétariat et le processus découlant de la Convention.

70. Au cours de la période considérée, le manque de ressources a pesé sur l'exécution des activités du programme. Pour remédier à ce problème, le programme a été restructuré en 2018 de sorte à rationaliser ses fonctions et activités ainsi que le recrutement de personnel temporaire, de consultants et de boursiers engagés pour aider à la réalisation des activités prévues.

71. En ce qui concerne l'appui sur les questions de droit et de procédure liées aux négociations intergouvernementales, les Affaires juridiques ont dispensé des avis et fourni des services juridiques sur tous les points de l'ordre du jour et questions faisant l'objet de négociations et de consultations, ainsi que sur tous les projets d'ordre du jour et notes pour les réunions plénières et tous les rapports de session des six organes directeurs et subsidiaires, y compris des conseils stratégiques sur des points de droit et de procédure concernant la planification des sessions de négociation. Des avis ont été dispensés aux présidents en exercice et aux présidents nouvellement élus de la COP, de la CMP et de la CMA ; aux présidents des organes subsidiaires ainsi qu'à leurs bureaux et facilitateurs, et aux groupes de négociation et aux parties qui en ont fait la demande ; à la Secrétaire exécutive ; à tous les programmes du secrétariat et toutes les entités du système des Nations Unies. Dans le cadre des négociations sur le programme de travail de l'Accord

²² Voir https://cdm.unfccc.int/about/Nairobi_Framework/index.html.

²³ Voir <https://www.regionalclimateweeks.org/?lang=fr>.

²⁴ Voir <https://unfccc.int/climate-action/climate-neutral-now>.

²⁵ Voir https://ji.unfccc.int/Sup_Committee/Meetings/index.html.

²⁶ Voir <https://unfccc.int/process/the-paris-agreement/cooperative-implementation>.

²⁷ Voir <https://unfccc.int/climate-action/marrakech-partnership/actors/meet-the-champions>.

²⁸ Voir https://unfccc.int/sites/default/files/gca_approach.pdf.

²⁹ Voir https://unfccc.int/sites/default/files/resource/GCA_Yearbook2018.pdf.

³⁰ Voir <https://climateaction.unfccc.int>.

³¹ Voir <https://unfccc.int/climate-action/momentum-for-change>.

de Paris en particulier, les Affaires juridiques ont fourni des avis détaillés et un appui de fond, conduit l'équipe d'appui du secrétariat dans l'examen de deux points de l'ordre du jour, aidé les présidents à établir des notes de réflexion, des outils et des projets de texte et examiné les 22 projets de décision adoptés par les organes directeurs. Dans le cadre de l'examen systématique de tous les projets de texte en cours de négociation ou faisant l'objet de consultations, le programme a analysé les mandats et dispensé des avis à ce sujet et a aidé à la rédaction juridique et à l'interprétation des textes. Les 111 avis juridiques et l'examen des 239 projets de texte relatifs aux points de l'ordre du jour ont donné au processus de négociation intergouvernementale davantage de solidité du point de vue du droit et de la procédure et davantage de transparence, ce qui a amélioré la confiance. Les Affaires juridiques ont en outre fourni au Président des consultations concernant les élections, aux présidents et aux coordonnateurs des groupes régionaux et des collectifs et aux Parties un appui et des informations sur le processus électoral découlant de la Convention qui a abouti à l'élection de 164 membres des organes relevant de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris.

72. En ce qui concerne l'appui visant à faciliter la mise en œuvre des instruments découlant de la Convention, y compris par l'intermédiaire des organes constitués et du renforcement des capacités, l'appui, les avis et les services juridiques fournis par les Affaires juridiques pour les réunions de tous les organes constitués dans le cadre de la Convention ont permis à ces organes de se réunir et de s'acquitter de leurs fonctions conformément à la procédure. Grâce à l'examen de tous les projets de texte, y compris des rapports, émanant de ces organes et à l'aide apportée aux équipes du secrétariat qui les servent, la qualité de l'appui fourni à l'exécution de leurs mandats et programmes de travail s'est améliorée. Les Affaires juridiques ont également fourni un appui fonctionnel, technique, administratif et logistique à quatre réunions des chambres et à une réunion plénière du Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto ainsi qu'à un dialogue entre les membres et membres suppléants et les examinateurs d'inventaire principaux, une aide pour l'examen par la chambre de l'exécution de questions de mise en œuvre concernant deux Parties, une aide pour l'analyse par la chambre de la facilitation de 16 rapports d'examen, des renseignements et une analyse sur la situation en ce qui concerne l'établissement de rapports et les examens au titre du Protocole de Kyoto, et un appui pour l'établissement du rapport annuel 2018 du Comité à la CMP. Les Affaires juridiques ont également poursuivi les travaux qu'ils mènent pour aider les décideurs à comprendre et à aligner leurs actions sur les objectifs et les buts fixés par la Convention et l'Accord de Paris.

73. En ce qui concerne le soutien aux activités du secrétariat et au processus découlant de la Convention, les Affaires juridiques ont dispensé 280 avis et conseils juridiques à l'appui des activités institutionnelles, administratives et opérationnelles du secrétariat et ont apporté leur soutien à la négociation, la mise au point définitive et la conclusion de 197 instruments juridiques et accords. Dans le cadre des activités en faveur de la gestion efficace des risques, le programme a conseillé, appuyé et facilité les réunions organisées au titre de la Convention et a défendu les intérêts du secrétariat en ce qui concerne les privilèges et immunités, la responsabilité, la propriété intellectuelle et la confidentialité des données, notamment par des injonctions de ne pas faire, en invoquant des dérogations et des avertissements et en déposant des plaintes pour violation du droit d'auteur. Grâce aux services juridiques, les ressources humaines et financières et les autres avoirs du secrétariat de la Convention ont été mieux gérés, conformément au cadre réglementaire pertinent. Il s'est avéré difficile de protéger encore davantage les intérêts liés à la Convention, et des solutions sont à l'étude pour garantir l'intégrité des réunions organisées au titre de la Convention en protégeant les privilèges et immunités du processus qui en découle et du secrétariat.

G. Programme Services des affaires de la Conférence

74. Le programme Services des affaires de la Conférence offre tout l'éventail des installations et des services de conférence qu'attendent les Parties.

75. Au cours de la période considérée, le programme a facilité l'organisation de 104 réunions et ateliers d'organes constitués, d'experts techniques et de groupes régionaux à Bonn. Il a organisé 14 séries de sessions, dont des sessions de la COP, de la CMP, de la

CMA, du SBI, du SBSTA et de l'APA. Outre les séances plénières, il a appuyé 5 764 réunions de session. Le programme Services des affaires de la Conférence a également facilité et organisé 158 réunions bilatérales de présession entre les groupes de négociation et les présidents des organes subsidiaires, trois réunions d'information à l'intention de la présidence de l'Union européenne et deux exposés à l'intention du Président du Groupe des 77 et de la Chine. Il a également organisé huit réunions bilatérales entre des chefs d'État et de gouvernement pendant la vingt-quatrième session de la COP.

76. Le programme Services des affaires de la Conférence a reçu et traité en temps et en heure 801 demandes d'assistance en matière de visas pour permettre aux représentants de participer aux sessions, aux réunions et aux ateliers susmentionnés, et reçu et traité 1 002 demandes d'aide financière pour les représentants des Parties admises à en bénéficier.

77. Le programme a fourni un appui technique lors des négociations concernant les moyens d'associer les observateurs au titre du point de l'ordre du jour du SBI relatif aux dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales, notamment en préparant, en mai 2018, un rapport de synthèse sur les moyens de renforcer la participation des entités non parties. Il a également fourni un appui technique et logistique aux présidents en exercice et aux présidents nouvellement élus concernant la participation des entités non parties. Il a traité plus de 550 candidatures au statut d'observateur, dont plus de 130 ont été acceptées pour la vingt-quatrième session de la COP. De plus, le programme a facilité la présentation de plus de 140 interventions et de plus de 70 communications par les entités non parties. Le programme Services des affaires de la Conférence a reçu et traité plus de 1 200 demandes concernant des manifestations parallèles, et 436 manifestations ont été organisées. Il a également reçu et traité quelque 340 demandes concernant des expositions, et 237 expositions individuelles ou conjointes ont été organisées par des Parties et des observateurs.

78. Plus de 140 entretiens ont été enregistrés au studio de la Convention baptisé « Climate Action Studio », et les vidéos publiées en ligne. Le programme a consulté diverses parties prenantes sur les différentes manières de prendre effectivement part au processus découlant de la Convention. Afin de favoriser la participation de tous et d'améliorer la transparence et l'efficacité opérationnelle, il a mis en place des services de retransmission en direct, de participation à distance et de vidéo à la demande pour toutes les manifestations parallèles. De nouvelles pages Web ont aussi été créées pour apporter des informations sur les sessions en cours et sur les sessions à venir qui soient accessibles à tous les observateurs et pour proposer des vidéos sur les manifestations parallèles.

79. Le programme Services des affaires de la Conférence a mis en forme et traité 499 documents officiels et 197 documents informels au cours de la période considérée. Au 30 juin 2019, 100 % des documents de présession soumis au programme dans les délais fixés par l'Organisation des Nations Unies (ONU) avaient été transmis aux Parties, aux observateurs et aux autres parties prenantes en temps voulu ; en 2018, 89 % des documents de présession qui devaient être traduits avaient été soumis pour publication dans les délais ; jusqu'à présent, en 2019, le taux était de 100 %. Les travaux relatifs à la prochaine génération du système de diffusion électronique des documents, menés en collaboration avec le programme Technologies de l'information et de la communication, ont avancé. En collaboration avec les programmes Communication et information et Services administratifs, des améliorations ont été apportées à la procédure de publication des documents sur le site Web de la Convention.

80. Des mesures visant à réduire l'utilisation de papier, telle la publication du programme quotidien en version électronique seulement et le recours à l'impression à la demande, ont été appliquées et évaluées, comme cela a été fait pendant les sessions précédentes. De nouvelles méthodes ont été adoptées avec le système de badge journalier qui a permis d'assouplir la désignation des représentants. À cause du manque de personnel dû aux contraintes financières qui pèsent sur l'ensemble du secrétariat, le programme Services des affaires de la Conférence n'a pas pu réaliser d'enquête de satisfaction en 2018. Il avait mis au point un mécanisme d'enquête qu'il avait utilisé en 2015 et 2016. Avec l'aide temporaire qu'il a reçue à partir du second semestre de 2019 et le récent

renforcement du Groupe de la gestion et de la coordination, le programme sera en mesure de reprendre les enquêtes de satisfaction à partir de la vingt-cinquième session de la COP.

81. Au cours de la période considérée, les activités préparatoires à la vingt-cinquième session de la COP, à la quinzième session de la CMP, à la deuxième session de la CMA et à la cinquante et unième session du SBI et du SBSTA ont bien avancé.

H. Programme Communication et information

82. Le programme Communication et information gère la communication extérieure et la communication interne, l'information publique en ligne et les relations avec les médias, y compris les services internes de gestion des connaissances.

83. Le programme Communication et information gère le principal site Web relatif à la Convention ; ce site est un espace de référence pour l'action climatique et les contenus relatifs au processus. En avril 2018, le site Web a été entièrement remanié ; il bénéficie aujourd'hui d'un nouveau design et des dernières technologies. Au cours de la période considérée, 3,5 millions d'utilisateurs ont consulté 14 millions de pages. Le nombre de visiteurs par jour a atteint le niveau record de 39 000 personnes en décembre 2018, pendant la vingt-quatrième session de la COP.

84. Le programme Communication et information est également responsable des réseaux sociaux liés à la Convention, qui présentent les succès obtenus au titre de celle-ci, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, ainsi que l'action menée par les gouvernements, les entreprises et la société civile en faveur du climat dans le monde entier. La présence de la Convention sur les réseaux sociaux continue de croître, et les comptes Twitter, Facebook et Instagram comptent respectivement 613 000, 481 000 et 356 000 abonnés.

85. Le programme a continué de collaborer étroitement avec les médias pour faire mieux comprendre les changements climatiques et le processus intergouvernemental et veiller à ce que les médias en rendent compte de manière précise. Il a répondu à plus de 3 000 demandes d'information et traité 185 demandes d'interviews et d'articles de la Secrétaire exécutive émanant des médias ; il a en outre préparé à leur intention 114 communiqués de presse, alertes et notes d'information, quelque 350 discours ou allocutions vidéo, 6 conférences de presse et 3 webinaires pour les informer de l'état des négociations ou des activités de mise en œuvre. Le programme Communication et information s'est également chargé de l'accréditation et de l'inscription de 1 900 représentants des médias aux réunions officielles. Enfin, il continue de préparer chaque jour des revues de presse qui donnent un aperçu des principaux articles parus dans la presse mondiale sur le processus découlant de la Convention et des manifestations organisées sur la question des changements climatiques.

86. Au cours de la période considérée, 35 nouveaux espaces de collaboration ont été créés, et plus de 439 articles internes, publiés sur l'Intranet ; cela a permis de renforcer la collaboration et d'améliorer l'efficacité des procédures internes et le partage des connaissances au sein du secrétariat. Des formations ont été dispensées à plus de 200 utilisateurs pour qu'ils apprennent à télécharger du contenu de manière autonome, à collaborer et à participer au fonctionnement de l'organisation. Enfin, un projet d'actualisation technique et visuelle de l'Intranet a été lancé pour répondre aux exigences fonctionnelles et aux besoins des utilisateurs.

87. Le programme Communication et information fournit au secrétariat des services de gestion des dossiers, facilite leur transfert et l'accès aux dossiers transférés ; il administre le centre où ils sont regroupés et le système qui les gère. Au cours de la période considérée, il a traité 107 mètres linéaires de dossiers prêts à être transférés et 82 demandes de récupération de dossiers et a enregistré 4 235 articles physiques et 1 900 dossiers électroniques dans le système de gestion des dossiers. Ainsi, il a été possible de conserver des documents comptables, de contribuer à la responsabilité et à la transparence des opérations et de préserver les archives historiques du processus découlant de la Convention.

88. Tous les enregistrements des séances officielles de la vingt-quatrième session de la COP, des quarante-huitième, quarante-neuvième et cinquantième sessions du SBI et du

SBSTA sont conservés dans les archives multimédias du secrétariat, et il a été possible de satisfaire aux 742 demandes d'enregistrement, dont 680 émanaient de clients extérieurs. Les archives des négociations sur le climat ont été conservées et sont utilisées par les Parties, les médias, les chercheurs et les universitaires pour leurs activités de sensibilisation, d'enseignement, de recherche et d'études.

89. Le programme Communication et information est chargé de l'exposition permanente sur l'histoire de la Convention ; il a facilité l'organisation de 18 visites guidées qui ont réuni plus de 120 participants, dont 98 représentants et observateurs et 22 membres du personnel, stagiaires ou boursiers du secrétariat. Il fait ainsi connaître l'histoire de la Convention, l'ambition derrière la démarche et l'action menée en matière de changements climatiques.

90. La taxonomie continue d'être actualisée sur la base des concepts de l'Accord de Paris dans les systèmes informatiques du secrétariat, tels que l'Intranet, la plateforme de collaboration et, plus récemment, le nouveau site Web de la Convention, afin de faciliter la recherche d'informations et l'accès au savoir. Au cours de la période considérée, les travaux menés pour intégrer la taxonomie dans la fonction de recherche du site Web en vue d'offrir au personnel et aux utilisateurs du site externe un meilleur accès à l'information ont bien progressé.

I. Programme Technologies de l'information et de la communication

91. Le programme Technologies de l'information et de la communication fournit au secrétariat l'infrastructure informatique, les services de soutien et les systèmes d'information spécialisés nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Il veille à ce que les travaux prescrits par les Parties puissent être exécutés en installant et en exploitant une infrastructure informatique et des applications spécialisées fiables et sûres. Il gère aussi l'infrastructure sous-jacente pour que le site Web de la Convention et ses divers sites externes soient constamment disponibles et que les Parties puissent accéder facilement à la documentation officielle, aux informations, aux portails de données et de soumission de documents, aux délibérations et au détail des réunions et autres manifestations.

92. Outre ses activités ordinaires qui concernent la mise en place et l'exploitation de systèmes, le programme a fait d'importants progrès au cours de la période considérée s'agissant de la satisfaction à l'égard des services fournis, comme l'a démontré l'enquête menée auprès du personnel du secrétariat de la Convention en janvier et février 2018, en particulier les résultats positifs obtenus dans le domaine de la satisfaction client.

93. En vue d'apporter des solutions innovantes au secrétariat et aux Parties, le programme met en œuvre les grands projets ci-après qui visent à établir l'infrastructure et les plateformes technologiques nécessaires à la mise en place des futurs systèmes et à optimiser les coûts :

a) Une initiative de participation à des réunions virtuelles, dont deux des cinq phases ont été mises en œuvre ;

b) Un nouveau cadre de sécurité informatique afin de mieux protéger le secrétariat dans ce domaine : un contrôle de sécurité est prévu pour le second semestre de 2019, et les travaux préliminaires visant à aligner les politiques et procédures de sécurité sur celles du Siècle de l'ONU ont commencé ;

c) Une nouvelle plateforme de gestion de la relation client pour gérer les parties prenantes et les interactions entre elles : le projet concernant les profils de pays exécuté dans le cadre de cette plateforme a été achevé en août 2018, mais le travail de développement des applications qui reste à faire est arrêté jusqu'au recrutement d'un développeur approprié ;

d) La transition et la migration du site Web public vers l'infrastructure en nuage de la Convention.

94. Le projet de regroupement des centres de données et d'exploitation de l'informatique en nuage lorsque cela était possible a été mené à bien au cours de la période considérée.

95. Au cours de la période considérée, le programme a également apporté son appui à trois sessions des organes subsidiaires, à 72 ateliers et à de nombreuses réunions virtuelles. Les participants ont pu bénéficier d'une structure informatique très fiable et sûre, y compris une connexion wifi ininterrompue. Aucune plainte n'a été formulée par les participants.

96. Le programme a assuré le bon fonctionnement et la sécurité de l'infrastructure et a fourni des services de réseaux informatiques qui ont permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Les objectifs de l'accord de prestation de services ont été atteints au cours de la période considérée.

97. Le programme a fourni des services et un appui liés à plus de 153 applications différentes du secrétariat. Le personnel chargé du développement des technologies de l'information et de la communication a contribué à diverses améliorations et à plusieurs projets qui ont permis de créer de nouvelles capacités ou de renforcer les capacités existantes pour le secrétariat et les parties prenantes.

J. Programme Services administratifs

98. Au cours de la période considérée, le programme Services administratifs a continué de fournir des orientations, des directives et des services d'appui à tous les programmes et clients extérieurs du secrétariat dans cinq domaines de la gestion : ressources humaines, finances et budget, achats, gestion des locaux et du matériel, et voyages.

99. Au cours de la période considérée, les Services administratifs ont fourni à la direction des services de supervision et des orientations dans les domaines de la gestion du personnel et de la gestion des aptitudes, conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU. Des initiatives de perfectionnement du personnel ont été lancées dans le cadre du processus d'examen structurel et du suivi du comportement professionnel, dont 280 ateliers d'encadrement et de perfectionnement professionnel à l'intention du personnel. Deux séances plénières d'orientation ainsi que cinq séances d'information sur les politiques du personnel fréquemment citées ont été organisées. L'Intranet des ressources humaines continue d'être mis à jour ; les nouvelles politiques, de brèves notes d'information et des vidéos simples sur les fonctions « libre-service » d'Umoja y sont postées régulièrement. Trois conseillers professionnels ont été désignés, et le personnel a été invité à assister à une séance d'information sur la résilience et la gestion du stress.

100. Le programme s'est acquitté avec succès du mandat qui est le sien de fournir un appui financier et budgétaire à tous les programmes du secrétariat et à ses clients extérieurs. Il a continué de travailler au renforcement du suivi de l'exécution du budget, de la gestion financière, des contrôles internes et des rapports. Au cours de la période considérée, le programme a établi des états financiers pour 2017 et 2018 conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et a apporté son concours aux audits correspondants du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. Le Comité des commissaires aux comptes a émis une opinion sans réserve sur les deux états financiers. Au cours de la période considérée, il a traité d'une manière précise et rapide quelque 26 000 transactions financières, dont le paiement de 13 000 factures commerciales et 1 300 encaissements. Il a établi 18 documents officiels sur des questions budgétaires. Quatre-vingt-quatre rapports de donateurs ont été établis, dont 45 ont été soumis dans les délais fixés. La présentation tardive de 39 rapports est imputable au manque de ressources humaines dans le programme. Au 30 juin 2019, environ 1 800 indemnités journalières de subsistance avaient été rapidement versées à ceux qui avaient participé aux réunions des organes directeurs et des organes subsidiaires.

101. Les Services administratifs ont acheté des biens et des services pour le compte des Parties et du secrétariat ; ces achats ont été effectués de manière concurrentielle et économique afin de tirer le meilleur parti des ressources. Le programme a géré 525 dossiers d'achat pour un montant total de 17,0 millions de dollars, dont 69 % s'inscrivaient dans le

cadre d'accords à long terme et 25 % dans le cadre d'achats de coopération avec des organismes du système des Nations Unies. Au 30 juin 2019, 94 appels d'offres avaient été lancés. En moyenne, 4,5 offres ont été reçues pour chaque nouvel appel, et le montant des soumissions retenues était inférieur de 38 % à celui des soumissions les plus élevées. Environ 93 % de tous les dossiers d'achat, mais seulement 65 % des appels d'offres, ont été traités dans les délais impartis.

102. Au cours de la période considérée, les Services administratifs ont veillé à l'organisation efficace et efficiente des voyages de 3 421 participants désignés, qui se sont rendus aux sessions de la COP, de la CMP, de la CMA, du SBI, du SBSTA et de l'APA et à 191 autres manifestations officielles au titre de la Convention. De ce nombre, 3 151 voyages (92 %) ont débouché sur une participation aux réunions. Un total de 1 602 voyages ont été organisés pour des missions officielles et des déplacements contractuels de membres du personnel du secrétariat et de l'ONU et d'autres membres du personnel ou apparentées.

103. Les Services administratifs ont encadré les efforts déployés par le secrétariat pour parvenir à un fonctionnement neutre sur le plan climatique et atténuer l'impact environnemental de ses activités en mesurant et en déclarant ses émissions de GES, sa production de déchets et sa consommation d'eau et en prenant des mesures de réduction. Le secrétariat a également aidé une trentaine d'autres organismes des Nations Unies à parvenir à la neutralité climatique pour 2017 en compensant plus de 430 kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone (y compris les 6,1 kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone du secrétariat lui-même), soit près du quart des émissions globales de GES du système des Nations Unies en 2017, en achetant et annulant des unités de réduction certifiée des émissions du Fonds d'adaptation.

V. Renseignements complémentaires

104. On trouvera à l'annexe I des informations sur les ressources humaines du secrétariat et à l'annexe II des renseignements sur les recettes et dépenses correspondant aux activités financées par le Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. Le document FCCC/SBI/2019/14/Add.1 présente des données sur la réalisation de tous les objectifs des programmes du secrétariat figurant dans le programme de travail révisé de celui-ci pour l'exercice biennal 2018-2019 (FCCC/SBI/2017/INF.13). Le document FCCC/SBI/2019/14/Add.2 est fondé sur le tableau 53 du programme de travail révisé pour l'exercice biennal 2018-2019 figurant dans le document FCCC/SBI/2017/INF.13 et présente des informations sur les activités relatives aux programmes et les résultats attendus pour l'exercice par rapport aux activités effectivement menées et aux résultats obtenus au cours de la période considérée.

Annexe I

Ressources humaines : personnel

[Anglais seulement]

1. Table 1 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2019, 367.5 of the 439.5 approved posts had been filled. Of those, one post was a 50 per cent post and nine were 80 per cent posts. In addition, 23 Professional and 9 General Service level staff members had been hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 399.5.

2. As at 30 June 2019, the total number of vacant posts was 73. The most significant number of unfilled posts was under the Trust Fund for the Core Budget with 23.5 vacant posts, followed by programme support (overhead) with 18 vacant posts and the Trust Fund for Supplementary Activities with 13 vacant posts. For comparison, as at 30 June 2017 the total number of vacant posts was 59.5, including 29.5 under the Trust Fund for the Core Budget, 10.5 under programme support and 6 under the Trust Fund for Supplementary Activities.

Table 1

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2019

	USG	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>												
Approved	1	1	2	7	15	35	43	16		120	53.5	173.5
Filled ^a	1	1	1	7	10	29	36	14		99	51	150
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>												
Approved					3	4	14	17		38	11	49
Filled					3	3	10	12		28	8	36
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>												
Approved				1	2	10	26	25		64	23	87
Filled				1	2	10	24	23		60	19	79
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>												
Approved						2	3	1		6	1.5	7.5
Filled						1	2	1		4		4
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany</i>												
Approved								1		1	7	8
Filled								1		1	6	7
<i>Special account for conferences and other recoverable costs^b</i>												
Approved								1		1	4	5
Filled								1		1	4	5
<i>Special account for cost recovery related activities</i>												
Approved						5	7	6		18	10	28
Filled						4	4	6		14	9	23
<i>Programme support (overhead)</i>												
Approved				1	2	4	13	6		26	55.5	81.5
Filled					2	4	11	4		21	42.5	63.5
Total												
Approved	1	1	2	9	22	60	106	73		274	166.5	439.5
Filled	1	1	1	8	17	51	87	62		228	139.5	367.5

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after a complete recruitment process, including review by the Review Board.

^b These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

3. Table 2 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2019, Western European and other States accounted for the highest percentage (44.8 per cent, compared with 43.6 per cent as at 30 June 2017) of staff appointed at the Professional level and above, whereas African States accounted for the lowest (8.5 per cent, compared with 7.9 per cent as at 30 June 2017).

4. The secretariat has continued its efforts in relation to achieving a good geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above.

Table 2

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2019

<i>Grade</i>	<i>African States</i>	<i>Asia-Pacific States</i>	<i>Latin American and Caribbean States</i>	<i>Eastern European States</i>	<i>Western European and other States</i>	<i>Total</i>
USG			1			1
ASG		1				1
D-2				1		1
D-1	1		1		5	7
P-5	4	5	1	3	3	16
P-4	3	12	7	6	23	51
P-3	7	19	9	3	48	86
P-2	4	17	11	7	21	60
Total	19	54	30	20	100	223
Percentage of total	8.5	24.2	13.4	9.0	44.8	100.0

Note: Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

5. Table 3 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Annex I Parties and non-Annex I Parties. As at 30 June 2019, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 48 per cent, compared with 52 per cent for Annex I Parties. As at 30 June 2017, the percentage of staff from non-Annex I Parties was 45.9 per cent and from Annex I Parties was 54.1 per cent.

Table 3

Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties as at 30 June 2019

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
USG	–	1
ASG	–	1
D-2	1	–
D-1	5	2
P-5	6	10
P-4	27	24
P-3	50	36
P-2	27	33
Total	116	107
Percentage of total	52.0	48.0

Note: Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

6. Table 4 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2019, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 40.4 per cent and of male staff at the Professional and higher levels was 59.6 per cent, which remains relatively unchanged since 30 June 2017, when 40.2 per cent of staff at the Professional and higher levels were female and 59.8 per cent were male.

Table 4
Distribution of staff members by gender as at 30 June 2019

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
USG	—	1
ASG	1	—
D-2	1	—
D-1	5	2
P-5	8	8
P-4	34	17
P-3	47	39
P-2	37	23
Subtotal	133	90
Percentage of P and above	59.6	40.4
Percentage of GS	35	140
Total	168	230
Percentage of total	42.2	57.8

Note: Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

Annexe II

**Projets et manifestations financés à l'aide du Fonds
d'affectation spéciale pour les activités complémentaires
pour l'exercice biennal 2018-2019**

[Anglais seulement]

Income and expenditure for projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2018–2019 as at 30 June 2019

(United States dollars)

<i>Project</i>	<i>Allocation</i>	<i>Expenditure^a</i>	<i>Balance</i>
<i>Adaptation</i>			
Addressing loss and damage associated with climate change impacts	408 455	256 987	151 468
Assessing progress towards achieving the long-term goals of the Paris Agreement	237 647	192 840	44 807
Facilitating coherent adaptation action through the Adaptation Committee and the Nairobi work programme	853 372	754 186	99 186
Joint early career fellowship programme	86 706	64 711	21 995
Promoting transparency and assessment of adaptation action, stakeholder engagement and outreach	913 136	271 604	641 532
Strengthening the science–policy interface	61 826	27 817	34 010
Supporting national adaptation plans	1 512 586	1 405 605	106 981
<i>Administrative Services</i>			
Funds pending allocation	2 314 261	(8 269)	2 322 530
<i>Conference Affairs Services</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	1 601 675	607 999	993 676
Further development of the electronic official documents system	35 808	–	35 808
Supporting stakeholder engagement in the UNFCCC process	491 078	191 488	299 589
Servicing the sessions of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action	840 679	4 769	835 910
Servicing the sessions of the Conferences of the Parties	1 038 311	538 993	499 317
Servicing the sessions of the SBI and the SBSTA	6 830 905	5 606 068	1 224 838
<i>Communications and Outreach</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	2 713 568	1 221 075	1 492 492
CO travel with and in support of the Executive Secretary	25 441	22 671	2 770
Developing an online portal for UNFCCC information in Spanish	175 924	60 788	115 137
Electronic handbook for the UNFCCC	15 251	–	15 251
Raising awareness among the Spanish-speaking public about climate change, global climate action and the Paris Agreement	107 232	105 456	1 776
Undertaking a website project on digital enhancement post 2015 (web and social media)	940 140	272 918	667 222
Developing internal communication tools	267 242	198 359	68 883

<i>Project</i>	<i>Allocation</i>	<i>Expenditure^a</i>	<i>Balance</i>
Implementing the Joint Development of Knowledge Tools on Environmental Conventions (InforMEA Project) under the programme for the Environment and Sustainable Management of Natural Resources, including Energy	20 000	20 000	–
Managing and preserving video recordings of all sessions of the COP and the subsidiary bodies	37 310	22 058	15 252
Providing archive services for the historical records of the UNFCCC	28 662	27 683	979
<i>Executive Direction and Management</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	223 105	219 704	3 401
Coordinating support for the Paris Agreement work programme negotiations to enhance coherence, clarity and consistency	373 912	215 076	158 836
Implementing an organizational change programme	300 000	208 196	91 804
Partnerships to support and enhance the work of the secretariat and to accelerate progress towards the implementation of the secretariat's mandates, including UNFCCC conferences	691 883	374 323	317 560
Pre-2020 implementation and action	974	–	974
Strengthening gender mainstreaming in climate change action and the UNFCCC process	1 475 570	826 745	648 825
Supporting the Executive Management in the lead-up to the United Nations Climate Change Conference in Paris	500 242	242 880	257 361
Supporting negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol	3 364	–	3 364
The Ocean Pathway	351 247	–	351 247
<i>Finance, Technology and Capacity-building</i>			
Fellowship Capacity Award Program to Advance Capabilities and Institutional Training	3 030 309	457 903	2 572 406
Implementing activities of the Support Unit of the NDC Partnership at the regional level	1 432 673	901 958	530 715
Needs-based finance: facilitating the mobilization of climate finance to support the priority mitigation and adaptation actions of developing countries	299 114	63 988	235 126
Supporting the implementation of the framework for capacity-building in developing countries under decision 2/CP.7 and the framework for capacity-building in countries with economies in transition under decision 3/CP.7	107 640	104 074	3 566
Supporting the implementation of the Technology Mechanism and the work of the Technology Executive Committee	444 698	310 596	134 102
Supporting the tracking and transparency of support, including the preparation of the biennial assessment and overview of climate finance flows	908 183	564 975	343 208
Supporting the work of the Standing Committee on Finance	706 647	452 507	254 140
<i>Legal Affairs</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	857 837	377 174	480 664
Improving the membership and electoral portal	59 341	–	59 341

<i>Project</i>	<i>Allocation</i>	<i>Expenditure^a</i>	<i>Balance</i>
Supporting the Compliance Committee	60 994	–	60 994
Providing technical support for the review and development of national climate change legislation	268 914	21 125	247 789
<i>Mitigation, Data and Analysis</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	791 000	–	791 000
Maintaining and enhancing the compilation and accounting database under the Kyoto Protocol	36 912	–	36 912
Maintaining and enhancing UNFCCC reporting and information systems to enable Party submissions, delivery of data-based reports, operation of tools used in the measurement, reporting and verification process, and the warehousing and management of GHG data	790 700	191 690	599 009
Organizing the technical dialogue on NDCs	322 732	256 090	66 642
Strengthening the capacity of developing countries to prepare and manage national GHG inventories as a basis for an effective transparency framework under the Paris Agreement	4 413 896	1 726 071	2 687 825
Strengthening the capacity of developing countries to participate in the measurement, reporting and verification arrangements under the Convention and the transparency framework under the Paris Agreement	1 448 611	538 279	910 331
Strengthening the technical examination process on mitigation: support for the implementation of pre-2020 mitigation-related activities stemming from decision 1/CP.21	186 201	129 249	56 952
Supporting the implementation of the technical reviews of GHG inventories from Annex I Parties	905 977	426 168	479 809
Supporting the implementation of activities relating to intended nationally determined contributions and NDCs	777 790	416 079	361 711
Supporting the Talanoa Dialogue	258 105	234 201	23 904
Supporting activities relating to land use, land-use change and forestry, reducing emissions from deforestation and forest degradation, the enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	1 060 709	398 739	661 970
Supporting activities relating to the impact of the implementation of response measures	1 309 994	606 267	703 727
Supporting activities relating to training for technical reviews of developed country Parties' submissions and technical analysis of developing country Parties' submissions, the roster of experts and meetings of lead reviewers	1 274 156	594 177	679 979
Supporting the implementation of enhanced action on mitigation by developing country Parties	15 099	14 106	993
Supporting the implementation of the international assessment and review process for developed country Parties and the international consultation and analysis process for developing country Parties	2 703 442	1 001 622	1 701 821
Supporting the intergovernmental negotiation process on the development of modalities, procedures and guidelines for the transparency framework under the Paris Agreement	699 703	183 202	516 500
Supporting the work of the Consultative Group of Experts in assisting developing countries with the implementation of measurement, reporting and verification and the transparency framework	964 242	317 898	646 344

<i>Project</i>	<i>Allocation</i>	<i>Expenditure^a</i>	<i>Balance</i>
<i>Sustainable Development Mechanisms</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	1 263 294	660 579	602 716
Education and youth engagement – Action for Climate Empowerment	255 438	257 945	(2 507)
Hosting the Global Youth Video Competition	83 658	43 850	39 807
Momentum for Change	714 131	537 491	176 640
Supporting the UNFCCC secretariat and international financial institutions' collaboration on the development of GHG accounting standards for non-State actors	250 022	247 774	2 248
Supporting climate action	1 320 881	473 584	847 296
Supporting the joint implementation mechanism	3 753 780	1 003 672	2 750 108
Supporting the adoption of collaborative instruments for achieving ambitious climate action	717 222	694 215	23 008
Developing voluntary approaches and tools for investment organizations and financial institutions to support aggregation of the impacts of investor-related climate actions	138 979	18 816	120 163
Workshop on the review of the CDM modalities and procedures	27 682	–	27 682
<i>Information and Communication Technology</i>			
Catalysing climate action by Party and non-Party stakeholders	2 549 372	1 388 939	1 160 433
Enhancing information and communication technology security at the UNFCCC	57 158	35 949	21 209
Enhancing responsiveness, efficiency and accountability by strengthening secretariat relationship management and communications with Parties and observers	176 258	–	176 258
Enhancing the value of UNFCCC data and reports for use by Parties	3 628	–	3 628
Establishing the United Nations Bonn sustainable meeting hub	1 017 019	853 894	163 125
Governing information technology	79 137	–	79 137
Providing a scalable, robust and secure cloud infrastructure for UNFCCC systems and data	264 244	205 627	58 617
Providing virtual meeting and workshop participation opportunities to UNFCCC stakeholders	85 639	82 472	3 167
Supporting and enhancing the secretariat's collaboration platform as the basis for information-sharing and enterprise content management and the repository for the UNFCCC secretariat legal instruments	22 084	–	22 084
<i>Other expenditure</i>			
Junior Professional Officers	1 051 091	577 299	473 792
Total^b	65 443 847	31 322 972	34 120 875

^a Rounded to the nearest United States dollar.

^b Includes commitments for non-staff costs but excludes commitments for staff costs.